

Rapport MEDIA MONITORING

Mars 2025



Résumé exécutif

Le mois de mars 2025 marque un tournant dans l'évolution du paysage politico-médiatique malgache. Loin de la frénésie électorale des mois précédents, les thématiques ayant occupé les médias traduisent une transformation plus profonde de l'espace public, entre tensions institutionnelles, crispations sociales, et résurgence de l'expression citoyenne. Le monitoring révèle un climat où la désillusion démocratique se heurte à des velléités de reprise de parole, dans un environnement marqué par la défiance envers les institutions, les médias partisans, et les dispositifs étatiques de gestion de l'espace civique.

Plusieurs signaux faibles et dynamiques structurantes émergent. D'un côté, les élections – reportées, contestées ou annulées dans certains cas – s'inscrivent désormais dans un flou stratégique entretenu par les institutions, nourrissant l'hypothèse d'une instrumentalisation du calendrier électoral à des fins politiques. Parallèlement, les contestations locales, les mouvements syndicaux réprimés et la colère sociale exprimée dans les médias témoignent d'un déséquilibre croissant entre promesses républicaines et réalités vécues.

En parallèle, les citoyens, lorsqu'ils s'expriment dans les émissions interactives, manifestent une inquiétude croissante sur des questions fondamentales : l'insécurité, perçue comme aggravée par une politisation des forces de l'ordre ; la dégradation des services publics, notamment au sein de la JIRAMA ; ou encore l'état désastreux des infrastructures routières.

Ces prises de parole, souvent poignantes, traduisent un désir de réappropriation de la parole publique et une exigence de justice sociale, dans un contexte où les canaux formels d'interpellation apparaissent comme bloqués.

En prolongement de ces constatations, la dernière section du rapport a été ainsi renommée "État de droit". Ce choix reflète notre volonté d'englober l'ensemble des thématiques abordées – qu'il s'agisse des atteintes aux libertés fondamentales ou encore des carences en matière de gouvernance – sous un prisme commun. L'expression "État de droit" souligne en effet l'importance de disposer d'un cadre légal et institutionnel solide, capable d'assurer non seulement l'équité et la transparence des processus démocratiques, mais également la protection des droits individuels et collectifs des citoyens.

En somme, le rapport met en lumière une société en transition, où le besoin de vérité, d'équité et de parole partagée ne cesse de croître. Les médias deviennent ainsi non seulement des vecteurs d'information, mais aussi les lieux de recomposition du lien démocratique, entre contestation, reconstruction, et quête d'alternatives.

Autour des élections...

1- Des élections encore à venir... et peut-être un référendum constitutionnel ?

Il reste actuellement trois élections à reprogrammer : sénatoriales, chefs de régions, et les communales dont la réorganisation a été décidée par la justice.

Pour le vice-président de la CENI, Andoniaina Andriamalazaray, l'organisation des élections à venir attend la clôture des communales. Il faut pour cela attendre les décrets convocatoires et les prises de décisions par le Conseil d'Etat afin de pouvoir fixer une nouvelle date pour les communes concernées. (**Viva, TVM, MBS**)

Le président du parti TIM, Marc Ravalomanana a également évoqué les dizaines de communes concernées par les décisions des tribunaux annulant les élections en raison de leurs irrégularités, mais a souligné que les nouvelles élections risquent de ne pas être fiables. Il a par ailleurs confirmé les propos du président du parti MAEVA, Mamy Raharimanana, en affirmant qu'il n'y aurait aucun changement dans la situation actuelle du pays. Il a exprimé son opposition à toute tentative de modification de la Constitution à Madagascar. Le politicien Guy Maxime Ralaiseheny a pour sa part souligné que les responsables derrière cette initiative sont déjà visibles. Il a ajouté que le pays est désormais entièrement sous un système autoritaire, et que tout le monde peut constater l'oppression des Malgaches sous toutes ses formes. (**MBS**)

2- Le président du Sénat réaffirme son opposition à l'octroi d'une immunité aux maires

Richard Ravalomanana, Président du Sénat, a été présent à plusieurs cérémonies d'installation officielle des maires qui se sont tenues au cours de ce mois de mars, en sa casquette de responsable des collectivités territoriales décentralisées.

Il y a maintes fois fait passer un message aux élus qui doivent être les appuis de développement du pays : la demande d'immunité ne doit pas être au premier plan du maniement des maires car c'est l'un des freins au développement du pays. Ce privilège devrait même être retiré à ceux qui en jouissent déjà, car les immunités freinent le développement à Madagascar, insiste l'officier général à la retraite.

Des maires, élus, en effet, avaient déjà formulé cette demande, l'année dernière. Un avant-projet de loi a même déjà été élaboré. Une demande qui avait suscité l'hostilité de l'opinion. (**Viva, Kolo, Midi Madagasikara, L'Express de Madagascar**)

3- Elections des chefs fokontany esquivées par l'administration

Le gouvernement hésite à organiser les élections des chefs fokontany. Selon la loi, elles doivent se tenir dans les trois mois suivant l'élection des maires. Le député Randriatahinarimalala Livaso a déclaré que ce retard constitue une violation des lois et une atteinte à la démocratie à Madagascar. (**MBS, IBC**)

4- Affrontements à Bekily : un manifestant tué par balle, le fils du maire lynché

A Tanambao Tsirandrany, dans le district de Bekily, dans la région Androy ; la cérémonie de remerciement des électeurs et de remise d'écharpe pour le premier adjoint au maire fraîchement élu sous l'étiquette AVI, Jean Daniel dit Manjoso, s'est transformée en incident malheureux.

Les partisans candidat de la plateforme IRMAR, principal adversaire de l'intéressé, auraient tenté d'empêcher la tenue de la cérémonie en contestant dans la rue les résultats des élections. Dans des circonstances extrêmement nébuleuses, deux personnes ont été tuées, dont le fils du maire ; et l'autre victime se situant dans l'autre camp.

Le maire, dans une publication sur les réseaux sociaux, a dénoncé une attaque préparée de longue date en parlant par ailleurs d'une action des soutiens du candidat IRMAR, son adversaire aux élections communales du 11 décembre, qui n'avait enregistré que 34% des voix contre 65% pour Jean Daniel. Dans une correspondance avec le chef de district, il avait déjà évoqué des menaces proférées par le camp adverse.

L'autre camp, au contraire ne reconnaît pourtant pas l'autorité du nouveau maire, exige la nomination d'un Président de délégation spéciale ou une autre élection. Une lettre a été déjà expédiée au chef de district relatif à une corruption électorale ayant permis la victoire du candidat AVI dont on mentionne dans cette lettre "les dérapages permanents" de Jean Daniel.

(MBS, Kolo, Midi Madagasikara, Gazetiko, RDB, Radio Record)

5- Agitations dans la commune d'Ivato

Selon des informations relayées par la **MBS**, vingt-trois (23) employés auraient été licenciés illégalement au sein de la commune d'Ivato, dans le district d'Ambohidratrimo. Ils ont affirmé ne pas avoir reçu leur salaire du mois de janvier. Il semblerait que ces licenciements soient intervenus suite au refus de ces agents de soutenir le maire actuel. Les travailleurs concernés ont demandé une rencontre avec le maire fraîchement réélu, mais sans réponse ; l'un d'eux affirme même avoir été menacé à ce sujet. Leur dossier a été porté devant l'inspection du travail d'Antsahavola. Le représentant de la commune est venu avec des documents justifiant les licenciements, qui seraient liés au soutien d'un candidat à la mairie d'un autre parti selon toujours cette chaîne.

Par ailleurs, environ une cinquantaine de commerçants se plaint d'être soumis à des pressions politiques. Ils ont été évacués de leurs emplacements sans aucune explication ni préavis. Les employés de la commune se plaignent également de l'absence totale de respect des règles de la part des responsables locaux.

(Viva, MBS, Radio Record)

6- Regroupement pour les maires du district de Diégo II

La première assemblée mensuelle des maires du district de Diego II a eu lieu au siège du bureau de la direction régionale de l'Aménagement du territoire, le jeudi 27 février dernier. Le gouverneur a invité les maires à créer une association dans l'optique de finaliser leurs réalisations, car les infrastructures manquent dans presque les communes rurales. Face à cette situation, le gouverneur s'est dit prêt à entraider les communes accusant du retard. **(Midi**

Madagasikara)

Dynamique politique

1- Réunification de l'opposition en vain

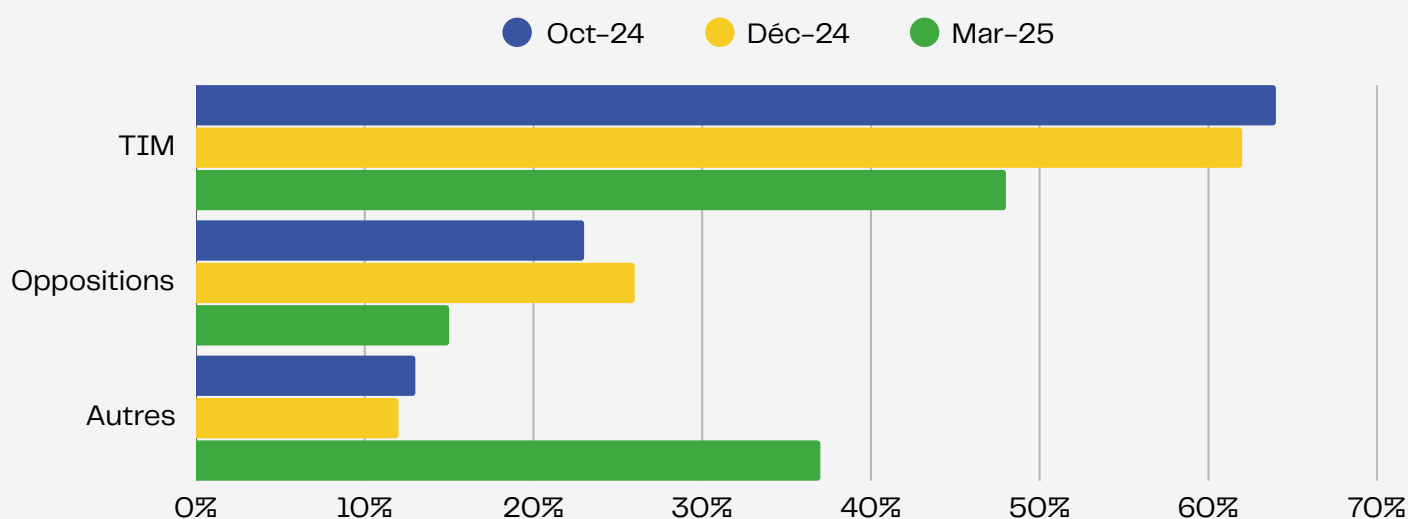
Malgré plusieurs tentatives, la relance de la réunification de l'opposition est encore une fois ajournée à cause d'une guerre de leadership. C'est ce que le député Firaisankina d'Ambatondrazaka, Fidèle Razara Pierre a expliqué car il n'a pas voulu passer sous silence l'initiative des partis en dehors du régime. Pour lui, un diagnostic indispensable de l'opposition ne fera que mettre en exergue le TIM qui seul peut prétendre au leadership de l'opposition car détenteur d'une réelle base politique solide. (**AZ Radio, Midi Madagasikara, MBS**)

2- Le “Malagasy Miara Miainga” (MMM) se réveille

Sous la direction de Hajo Andrianainarivelo, le MMM a redémarré son activité politique, et sa position reste inchangée face au régime. Le parti remet en cause certains projets de l'État et interpelle également les partenaires techniques et financiers, dont le FMI, sur les risques que représentent ces projets. Dans un communiqué diffusé le 10 mars, le parti appelle le gouvernement à prendre en première priorité l'avenir du pays et à mettre ainsi fin à la “gouvernance autocratique et nombriliste” qu'il dénonce. Le MMM a toutefois envoyé une lettre au Représentant résident du FMI pour lui rendre hommage pour son soutien à Madagascar à travers l'octroi d'un crédit. (**Kolo TV, Midi Madagasikara**)

MBS “libère la parole”

Durant la période analysée, un fait marquant s’est imposé dans le paysage médiatique malgache : le revirement éditorial de la chaîne d’opposition MBS. Pendant les cycles électoraux, MBS accordait une tribune essentiellement réservée aux ténors alignés sur les discours traditionnels des partis, notamment du TIM et de l’opposition.



Graphique exposant l'évolution des types de sources interviewées par la MBS

Durant le mois de mars, MBS amorce un véritable changement de cap. La chaîne libère désormais l'accès à la parole et offre une tribune ouverte à un ensemble plus large et diversifié de personnalités. Des voix issues de la société civile, du monde académique prennent place sur cette plateforme, redéfinissant la ligne éditoriale qui ne fait plus un focus sur les attaques systématiques des ténors du parti TIM contre le pouvoir.

Il est à noter que, malgré cette diversification, la plupart des voix désormais entendues tendent à critiquer d'une manière ou d'une autre le régime en place. Ce phénomène révèle que même lorsque l'espace médiatique se démocratise et se diversifie, la dynamique de la contestation reste une constante. Les intervenants, qu'ils soient journalistes indépendants ou experts de la société civile, utilisent cette nouvelle liberté pour dénoncer les (risques de) dérives autoritaires et les dysfonctionnements institutionnels, tout en soulignant l'importance d'un débat ouvert et transparent dans un contexte où la liberté d'expression est souvent mise à rude épreuve.

Quelques exemples de “nouvelles voix” relayées par la MBS :

- Artiste et citoyen engagé, Randriamasinoro Herinaivo a pris la parole au sujet de la liberté d'expression et de la démocratie à Madagascar. Il estime que le citoyen malgache n'ose plus protester car il ne recherche que sa subsistance quotidienne, en rappelant que les précédentes manifestations populaires se sont déroulées à une époque où l'économie était plus stable.
- Concernant le secteur de l'investissement à Madagascar, l'entrepreneur et analyste politique Rapanoelina Rado a mis en avant la problématique de la confusion entre tendance politique et business ; freinant inévitablement les initiatives entrepreneuriales, par craintes de pressions diverses.
- Pour David Rajaona, enseignant en sciences politiques, la connaissance en science politique est indispensable à tout pays souhaitant progresser. La période actuelle y est particulièrement propice devant les mutations radicales du climat politique mondial auquel Madagascar ne peut échapper. Il a plaidé pour qu'une plus grande maîtrise de cette discipline par les acteurs nationaux, surtout dirigeants.

Etat de droit

1- Manifestation de femmes syndicalistes, refusée par la préfecture d'Antananarivo

La célébration de la journée de la femme, par des mouvements de femmes syndicalistes, programmée le 08 mars dans la capitale dernier n'a pas eu l'autorisation des autorités. Elle visait à mettre en visibilité les revendications des femmes. Selon le préfet d'Antananarivo, ce mouvement risquait de troubler l'ordre public et que les syndicats ne mesuraient pas les véritables difficultés auxquelles les femmes se trouvent confrontées. Répondant à cela, le secrétaire général du mouvement syndical Rakotomanga Barson a déclaré que cette décision desservait l'image du régime. **(IBC, MBS, RDB, Radio Record, Gazetiko)**

2- Madagascar : pays de corruption

La corruption se maintient au niveau très haut à l'échelle à Madagascar ; le pays occupant la 140 place dans 180 pays classés. Cela constitue un frein au développement et à la confiance du peuple envers ses dirigeants. C'est le cas dans le secteur de la santé publique qui est particulièrement touché par ce fléau notamment au niveau des centres de santé de base (CSB), précisait Transparency International Madagascar car il s'agit de la principale zone de soins pour la population. C'est la révélation du responsable santé de TI-Madagascar Pruvot Andriamananjara Gérald. **(MBS, RDB, AZ Radio)**

3- Etat de la démocratie à Madagascar : rapport de l'EIU

L'Economist Intelligence Unit a rendu compte du respect de la démocratie dans 167 pays, sous forme de classement qui explique les tendances des différentes parties du monde, qu'elles soient politiques, régionales, croisées et globales. Les pays sont mesurés et classés en gros par le biais de 60 indicateurs répartis dans 5 catégories : le processus électoral et le pluralisme ; le fonctionnement du gouvernement ; la participation politique ; la culture politique et les libertés civiles.

Madagascar obtient 5/10 au 83ème rang. Ce classement dépend de la physionomie politique du pays en 2024, année durant laquelle auront lieu les élections législatives en mai et les municipales en décembre. Dans son classement du continent africain, Madagascar perd 3 places. Sortant d'une année électorale un peu spéciale, le pays se retrouve dans la catégorie des pays à "régime hybride" qui a des scores entre 4 et 6 sur 10. Le positionnement de Madagascar dans cette catégorie est selon l'analyste politique Ravalison Rado, en accord avec la situation démocratique actuelle du pays. (**MBS, IBC, AZ Radio, Midi Madagasikara**)

4- Plateforme de dialogue médiatique : pour la liberté d'expression et la sécurité des journalistes

Cette plateforme sera utilisée pour créer la mobilisation de tous les acteurs du champ médiatique pour la liberté d'expression des OSC et des citoyens mais également pour le devenir du journalisme dans le pays, c'est à dire pour son indépendance et son libre exercice. C'est à partir de l'opérationnalisation d'un cadre de dialogue entre journalistes, patrons de presse, OSC, administration publique mais aussi forces de sécurité sur tous les problèmes susmentionnés qu'une réelle vigilance pourra se déployer à l'endroit des exactions qui continuent d'affecter les journalistes, leurs organes et l'information.

Les objectifs visés par la plateforme de dialogue médiatique sont de : promouvoir le plaidoyer pour la liberté d'expression à Madagascar, tenir compte des attentes et des besoins de chaque acteur, mettre en œuvre des actions concertées pour promouvoir la liberté d'information et d'expression, adopter une démarche multi acteurs, inclusive et proactive, s'appuyer sur une approche « Bottom up » pour mieux s'approprier le sujet, garantir l'indépendance de la plateforme de dialogue.

Les propositions d'actions formulées par les plateformes régionales constituent autant de leviers visant à renforcer la liberté d'expression et de la presse. Elles visent notamment l'amélioration du cadre réglementaire ; le plaidoyer et la sensibilisation ; le plaidoyer et la sensibilisation ; une meilleure régulation des médias numériques et des réseaux sociaux.

Pour la Région d'Analamanga, les principales recommandations concernent l'élaboration d'un baromètre des indicateurs de la liberté d'expression à Madagascar, le renforcement des cadres réglementaires, et la protection du journaliste, la promotion de l'accès à l'information fiable et transparent par l'intermédiaire d'un LAICP, d'une loi sur la protection des défenseurs des droits de l'homme et des lanceurs d'alerte, et la mise en œuvre des dispositifs d'appui aux médias prévus par la loi sur la communication médiatisée.

Dans la continuité de cette réflexion, Analamanga recommande d'explorer d'autres initiatives en vue d'appuyer les médias à s'adapter face aux nouveaux modèles économiques du secteur et de rechercher des moyens de faire intégrer les patrons de presse afin qu'ils participent aux débats concernant la liberté d'expression et la presse. Au-delà des recommandations habituelles, elle préconise également d'identifier et de reconnaître légalement un statut de journaliste à l'ère numérique en raison de la montée de nouveaux types de métiers. Elle préconise enfin d'ouvrir la plateforme d'échanges proposée à d'autres entités publiques et privées et aux acteurs associatifs ou individuels concernés par le sujet et à même de contribuer à la mise en œuvre des objectifs du projet.

5- Sondage du CCOC

L'organisation de la société civile CCOC a publié le 11 mars les résultats d'un sondage d'opinion mené en février auprès des habitants d'Antananarivo.

L'enquête conduite par le Collectif des citoyens et des organisations citoyennes (CCOC) a pour but d'évaluer la perception des habitants de la capitale sur la situation politique, économique et sociale. Intitulé "Perception des habitants de la ville d'Antananarivo concernant la situation politique, économique et sociale", le rapport comporte un sous-chapitre sur la confiance que l'on peut accorder aux dirigeants du pays. Le rapport montre que 46,34 % des sondés ont confiance en leurs dirigeants, dont 37,13 % de confiance relative et 9,21 % indiquent avoir "beaucoup confiance" en eux. Par contre, 33,93 % n'ont confiance en eux, 7,18 % déclarent "ne pas avoir confiance en eux du tout". Il est précisé que 9,3 % des répondants n'ont pas exprimé d'avis, 3,52 % ont indiqué ne pas avoir d'opinion.

Si les avis sont partagés quant à la confiance à avoir envers les dirigeants, les résultats sont plus nets concernant l'opposition. Selon le rapport, 57,41 % des sondés disent leur faire "pas du tout confiance", alors que 25,54 % osent avouer leur confiance, sans doute hésitante. 10,74 % des répondants n'ont pas d'opinion exprimée, alors que 6,31 % ne se prononcent pas du tout sur la question. Une telle tendance pourrait ainsi illustrer une distance qui se creuse entre les habitants de la ville d'Antananarivo et les acteurs de l'opposition.

Dans son introduction, le CCOC réitère que cette étude vise à mieux appréhender la perception des habitants d'Antananarivo sur la situation politique, économique et sociale. Outre la question de la confiance envers les institutions publiques, les répondants ont également été interrogés sur la gouvernance, la démocratie, puis sur des questions d'actualité, dont celle de la flambée des prix des hydrocarbures. L'enquête est fondée sur un échantillon d'environ mille deux cents personnes, représentatif de la population des habitants de la ville d'Antananarivo selon la méthode des quotas, en tenant compte de la structure démographique du dernier recensement de 2018.

6- Rappel à l'ordre par le MCC

Suite au buzz de la fuite d'un sextape d'une artiste malgache, la ministre de la Communication et de la Culture, Mara Donna Volamiranty, a réagi aux violations des droits humains et abus en ligne. Elle a révélé qu'elle soutient le recours à la Loi contre ceux qui portent atteinte à la vie d'un individu sur les réseaux sociaux. Elle a également souligné que chaque individu est responsable de ce qu'il publie. (**TVM, Viva, L'Express de Madagascar**)

Un auditeur de la station **Radio Record** déplore que lorsque des personnalités publiques ou célèbres sont victimes de diffamation sur les réseaux sociaux, le gouvernement semble s'empresse de protéger leurs droits. En revanche, quand ce sont des citoyens ordinaires, les responsables s'éloignent et ne prennent pas de mesures. Cela démontre selon cet avis, que les dirigeants ne mettent pas en œuvre les lois en vigueur dans le pays.

7- Syndicats des personnels de santé

Le 20 mars 2025, les syndicats des paramédicaux à Madagascar avaient prévu de manifester pour exprimer leur solidarité avec les travailleurs de la santé à l'hôpital HJRA. Cependant, cette action a été empêchée par les forces de l'ordre qui avaient bloqué l'accès à l'hôpital. Selon les syndicats, un agent de santé a été emprisonné et a subi des violences, ce qui a conduit à sa mort. Des banderoles ont été brandies devant les portes de l'hôpital HJRA en signe de protestation. (**MBS, IBC, AZ Radio**)

La chaîne nationale **TVM** a quant à elle tenté de tempérer les débats. Les représentants des paramédicaux, dirigés par Andrianarison John, ont rencontré le ministre de la Santé publique, Zely Randriamanantany, le lendemain même. L'entretien aurait alors porté sur la résolution des problèmes des paramédicaux à travers le pays, et sur l'amélioration de la collaboration avec le ministère de la santé.

8- Fondation de l'innovation pour la démocratie

Les 3 et 4 mars 2025 s'est tenu à Antananarivo, un colloque international sous le titre "Démocratie substantive, Environnement et Durabilité dans les îles de l'océan Indien" organisé par la Fondation pour l'Innovation de la Démocratie avec chercheurs, décideurs politiques et société civile. Lors de la conférence inaugurale, le Pr Achille Mbembe, directeur général de la Fondation de l'Innovation pour la Démocratie, a affirmé qu'il est très important de mettre en place une gouvernance inclusive pour un développement durable.

La démocratie substantive, celle qui mise sur la participation des citoyens et sur l'inclusion, lui semble être la bonne réponse face tant à l'urgence environnementale qu'à la crise économique qui frappe les États insulaires. C'est aussi l'occasion de donner le coup d'envoi du Laboratoire Océan Indien de l'Innovation pour la Démocratie voulu comme un cadre de coopération régionale dans une initiative panafricaine. **(TVM, Midi Madagasikara)**

L'action publique et les échanges entre acteurs du monde de la recherche, décideurs des politiques publiques et initiatives de la société civile seront renforcés ; tel est l'objet du colloque interrégional. Tous sont appelés à s'investir dans une démocratie substantielle dont la genèse s'invente dans nos cultures, nos mémoires, nos traditions héritées ; pas seulement électorale. C'est une démocratie qui se soucie de nos vies dans leurs dimensions les plus concrètes, de l'accès à l'eau, à l'alimentation, à l'éducation, aux transports, au respect de l'environnement. Nos environnements sont notre richesse et notre trésor. C'est la démocratie du vivre. **(L'Express de Madagascar)**

9- Répression des manifestants contre le projet Base Toliara

Contre la réalisation du projet Base Toliara, une partie de la population Toliara a organisé une marche, le dimanche 23 mars, à Andaboy. Les choses se sont très vite envenimées, occasionnant notamment des coups de grenades lacrymogènes de la part des forces de l'ordre, qui ont fait des blessés.

La population dénonce la violence excessive ayant été utilisée, et met en avant des comportements de certains éléments de la gendarmerie ayant recouru à la violence comme en atteste des vidéos devenue virales depuis.

10– Echos des expressions citoyennes

Au cours de l'analyse des émissions interactives, nous avons pu constater que les interventions des citoyens ressortent avec un ton de dénonciation et au gré des circonstances, de véritables appels au secours, montrant la très grande inquiétude sur bien des sujets du quotidien de la population malgache.

D'une part, les citoyens expriment une vive frustration face à une insécurité qui semble de plus en plus grandissante. Les témoignages recueillis montrent à quel point la politisation à outrance des forces de l'ordre amène à donner systématiquement la priorité à des intérêts politiques ayant pour conséquence de ne pas allouer les ressources nécessaires à une protection des populations. Cet appel au secours traduit un sentiment d'abandon, d'où l'urgence d'une intervention plus claire, plus désintéressée, pour redonner confiance et sécurité aux citoyens vis-à-vis de l'appareil à même d'assurer l'ordre.

La crise à la JIRAMA suscite des indignations au sein des usagers qui dénoncent régulièrement des coupures inopinées du service. Cette entreprise en panne affecte le fonctionnement de l'approvisionnement d'électricité et d'eau et le bien-être général de la nation. La détérioration des services essentiels aiguise le sentiment d'urgence et les appels à une refonte de l'entreprise publique en perte de repères.

De plus, l'état quasi impraticable des routes n'est pas sans susciter d'accumulation de plaintes. Le mauvais état des infrastructures routières complique la mobilité quotidienne, contrarie le développement économique local et accentue le sentiment d'enfermement géographique, notamment en milieu rural. Ce constat fait écho à la douleur des citoyens écartés par des politiques publiques inadaptées appelant du même coup à un effort massif d'investissement pour moderniser le réseau routier.

Ces interventions, répétées au fil des émissions et tirées sur plusieurs canaux médiatiques, montrent clairement la volonté de sortir du silence et faire entendre la voix d'une population en attente des réformes profondes tant appelées.

Remerciements

Nous vous remercions pour l'intérêt que vous portiez pour la liberté d'expression à Madagascar et l'amélioration de l'environnement journalistique malgache.



Près Lot VS 124 Miandrarivo

Ambanidia

+261 34 04 273 18

mediamattersm@gmail.com

www.ilontsera.mg